

# « Plus que jamais, il y a une Wallonie qui gagne »

RÉGIONS Pour Maxime Prévot, « la matière grise remplace la matière première »

► Le vice-président du gouvernement wallon estime que la Wallonie n'est pas à terre après Caterpillar.  
► Mais elle souffre encore d'un problème d'image.

## ENTRETIEN

**E**pinglette couleur bronze à l'effigie du coq rivée au veston, le vice-président (CDH) du gouvernement wallon et bourgmestre de Namur est en mode cocorico, à la veille des « Wallos ». Après Caterpillar, la Wallonie est-elle toujours debout ?

### En forme, la Wallonie ?

*Son état est meilleur que ce que ces dernières semaines ont pu laisser transparaître.*

### Ah bon ?

*Depuis plus de 15 mois successifs, on a un taux de chômage en diminution. C'est donc une tendance de fond. On voit que les politiques de redéploiement qui ont été menées depuis plusieurs années déjà portent progressivement leurs fruits. Après, on n'est jamais à l'abri d'un coup dur et on vient d'en connaître un.*

### On peut craindre d'autres coups durs ?

*Né nous voilons pas la face : notre pays, notre Région, va être confronté à une période plus délicate pour un grand nombre de travailleurs. Mais ce n'est pas pour cela qu'il faut faire fi de la problématique de fond : la capacité de notre pays et de notre Région à ancrer durablement de l'emploi, de l'emploi qualifié. Pour moi, le seul vrai ministre de l'Emploi, c'est le ministre de l'Enseignement.*

### Expliquez.

*Parce que si on ne prend pas à bras-le-corps le parcours éducatif adéquat, on risque demain de créer des bulles d'absence de certificats de qualification. C'est le plus inquiétant. Le combat pour la formation, c'est le premier combat à mener pour l'emploi.*

### Que proposez-vous ?

*Ce qui va faire la prospérité économique de la Wallonie, ce sera la matière grise, pas la matière première. Ce qui, à l'époque, a fait la force des territoires, c'était la matière première. Il fallait du fer, du charbon, il fallait pouvoir l'extraire et cela donnait des régions prospères. C'est terminé. Aujourd'hui, la révolution industrielle la plus sensible, c'est celle des technologies et du numérique.*

### Mais cela fait longtemps que le modèle wallon n'est plus dans l'extraction de matières premières. On a perdu du temps, non ?

*On aurait probablement dû opérer le choc de la reconversion plus rapidement. Mais c'est toujours facile à dire a posteriori. Il faut bien mesurer qu'à l'époque, dire à des milliers de familles qui sont concernées par ces filières de l'acier et du charbon qu'on allait retirer la prise parce qu'il fallait bien opérer une reconversion vertueuse, c'était très délicat, sur le plan politique, certes, mais sur le plan humain aussi. Parce que ce ne sont pas des profils de travailleurs qui, par un claquement de doigts, quittent le secteur de l'acier pour nécessairement devenir des champions des technologies numériques.*

### L'industrie a encore sa place ou faut-il imaginer la Wallonie

Wallonie, ce samedi à Namur. Et même que les 6.000 emplois en danger, sous-traitants compris, donnent un goût amer au pékèt qui coulera à flots dans les rues de la capitale régionale.

Maxime Prévot est à l'unisson du climat, entre colère et morosité, qui a gagné le sud du pays depuis ce funeste 2 septembre qui vit Caterpillar asséner un coup

### comme une constellation de petites et moyennes entreprises ?

*D'abord, nous avons déjà une constellation de PME. Elles représentent plus de 90 % de notre économie. Cela étant, il y a place et on a besoin d'une stratégie industrielle. Et j'insiste : parlons aussi de ce qui va bien. On a tendance à mettre les projecteurs sur les mauvaises nouvelles parce que cela alimente les conversations autour de la dinde, mais ce qu'il faut, c'est pouvoir se féliciter de ce que nous faisons bien.*

### A vous entendre, la Wallonie souffre encore d'un problème d'image.

*Oui. Je pense. Les caricatures ont la vie dure. Les mouvements sociaux des 18 derniers mois n'ont pas contribué favorablement à améliorer cette image. Même si, numériquement parlant, il n'y a pas plus de mouvement social en Wallonie qu'en Flandre. Mais chaque jour, la Wallonie engrange des succès. Il y a plus que jamais une Wallonie qui gagne et il faut aussi en être fier et la célébrer pour ne pas nous-mêmes alimenter une sorte de morosité ambiante. On n'a pas besoin de cela, l'actualité s'en charge très bien elle-même.*

### Vous êtes également bourgmestre de Namur. Les Wallons ont conscience aujourd'hui de Namur comme capitale de la Wallonie ?

*Dans l'inconscient collectif, Namur n'est plus la capitale par défaut, comme on l'a présentée durant vingt ans. Le discours sur Namur est aujourd'hui positif et valorisant. Nous avons aujourd'hui une capitale qui est assumée, reconnue, valorisée,*

*qui a un rôle de locomotive sur le plan socio-économique.*

**Qu'est-ce qu'il faut encore améliorer pour la capitale wallonne ?**  
*La mobilité. Les deux véritables outils économiques de demain pour l'essor de la Wallonie, ce n'est pas la Srw (la Société régionale d'investissement, NDLR) ou la Sogepa (le fonds d'investissement, NDLR), c'est la SNCB et la SRWT (les bus wallons). On se rend compte déjà combien Bruxelles est en train de mourir à petit feu. Combien d'entreprises quittent-elles Bruxelles pour s'installer ailleurs ?*

**D'un point de vue plus institutionnel, avec les réformes de l'Etat successives, la Wallonie a-t-elle aujourd'hui les leviers**

**suffisants pour assurer sa prospérité ?**

*Il y a d'autres secteurs pour lesquels nous sommes au milieu du gué, par exemple celui de la santé : entre fédéral et Région, il y a trop de compétences partagées. Le moment venu, une nouvelle réforme sera nécessaire, pas pour des questions communautaires, mais pour des questions d'efficacité.*

### En 2019 ?

*Attention ! Je dis clairement que ce moment ne sera pas venu en 2019, il faudra plusieurs années encore pour digérer la sixième réforme de l'Etat. Mais si on vise l'efficacité, je n'ai pas de tabou : on peut refédéraliser des matières ou en régionaliser complètement d'autres. Etre toujours « au mitan d'el voye » (à mi-chemin, NDLR), cela pose un gros problème. ■*

Propos recueillis par  
BERNARD DEMONTY  
ÉRIC DEFFET

## ANALYSE

### Une petite musique CDH

La fermeture annoncée de Caterpillar traverse toute la rentrée politique en Wallonie. Rien d'étonnant vu l'ampleur de la catastrophe sociale qui se prépare. Il faut s'attendre à ce que cet épisode douloureux nourrisse les discours des Fêtes de

terrible à l'économie régionale. Mais le numéro deux de l'exécutif, chef de file du CDH et bourgmestre de Namur, refuse de se complaire dans le fatalisme. Il rebondit déjà en livrant une analyse très peu catastrophiste de la réalité wallonne et en proposant des pistes qui permettront de dépasser cet automne douloureux. Le Namurois fait entendre sa « petite musique », mais

aussi celle du CDH, sur les sujets sensibles qui vont nourrir la rentrée politique en Wallonie : le refus d'un décret « expropriation », comme les contours de l'assurance autonomie et des allocations familiales post-sixième réforme de l'Etat. Sur ces dossiers, le « vice-Premier » affiche des convictions fortes au point d'imposer au partenaire socialiste des négociations à

la virgule près. Une détermination qui n'est pas innocente : pour garder la tête hors de l'eau, le CDH doit faire entendre sa différence. Et si possible sur des matières « grand public » : les familles ou le soutien aux personnes âgées sont des terres naturellement centristes que Maxime Prévot compte bien labourer jusqu'au bout de la législature.

E.D. ET B.D.Y.

## ALLOCATIONS FAMILIALES

**« Rien n'a encore été décidé »**

*« Ma maladresse aura été de vouloir jouer la transparence en disant qu'on avait demandé à des experts de formuler des scénarios, et qu'en fonction de ceux-ci, l'allocation de base oscillerait entre 120 et 160 euros. Les gens en ont tiré des conclusions fausses. Donc, un : les montants perçus aujourd'hui par les familles sont garantis ad vitam... Pas question de faire passer toute une famille au nouveau régime sous prétexte qu'un petit dernier est né après l'entrée en vigueur de la réforme... Je ne défends pas ça. Personne ne doit perdre le moindre euro ! Deux : rien n'a encore été décidé ! Je ne peux pas exclure que le montant de base soit inférieur à celui retenu en Flandre, c'est tout... On oublie de dire qu'en fixant l'allocation à 160 euros, la Flandre a supprimé tous les suppléments d'âge et qu'elle finance son modèle en faisant deux sauts d'index. »*

## CATERPILLAR

**« Exproprier, c'est non ! »**

*« Ce n'est pas neuf pour le CDH : les procédures radicales visant à la confiscation sous forme de nationalisation d'un terrain, nous y sommes totalement défavorables ! Ce type d'idées, venu de surcroît du MR en la personne d'Olivier Chastel, m'inquiète. Si ça sonne bien aux oreilles de travailleurs qui ont besoin d'entendre ce volontarisme politique, cela fait peur à beaucoup d'entrepreneurs et d'investisseurs. De plus, l'état de la législation européenne ne permet pas ces opérations. Enfin, le site de Caterpillar souffre aussi d'une importante pollution. Reprendre le terrain et financer sa dépollution, ce serait lui faire un énorme cadeau. Caterpillar doit assainir le terrain à ses frais. L'épisode de Ford Genk a montré que le rapport de forces permet d'obtenir la maîtrise publique des lieux. »*

## HÔPITAUX

**« Eurostat nous recale »**

*« En termes d'investissements publics, les hôpitaux sont une priorité. Hélas ! J'ai une mauvaise nouvelle. Le gouvernement a reçu cette semaine un courrier d'Eurostat : l'Europe dit qu'à la lumière de nos arguments, pourtant étayés, elle considère que notre système de développement des infrastructures hospitalières ne laisse pas assez d'autonomie de gestion aux hôpitaux eux-mêmes. Il faut intégrer les sommes investies au périmètre de la dette, comme on nous impose de le faire pour le tram de Liège. C'est vrai que nous sommes dans une phase de transition puisque le dossier a longtemps été porté par le fédéral, mais cela va poser une grosse difficulté : si, dans le futur, la Wallonie devait soutenir un investissement de 300 millions, par exemple, elle devra l'intégrer à sa dette. Nous allons contester cette vision. »*

E.D.

***« Je ne peux pas exclure que le montant de base des allocations soit inférieur à la Flandre, c'est tout... »***